

À l'occasion de la Semaine nationale de la fonction publique, je tiens à remercier les fonctionnaires du formidable travail qu'ils font pour bâtir et préserver ce que nous apprécions au Canada. Partout, il y a des fonctionnaires qui aident les anciens combattants, veillent à la sécurité des aliments et des infrastructures, protègent les parcs, la faune et les ressources naturelles, et offrent des services publics à ceux et celles qui en ont besoin. Et ce ne sont là que quelques exemples.

Au cours des dernières années, le ministre Tony Clement s'est attaqué sans relâche aux fonctionnaires à coup de fausses accusations et de statistiques trompeuses. Sa plus récente attaque portait sur le droit à la négociation collective – un droit constitutionnel protégé par la *Charte des droits et libertés*.

Quand Tony Clement attaque le dur travail et les réalisations de nos fonctionnaires, non seulement il s'en prend aux employés qui relèvent de lui, mais il attaque aussi le droit de tous les Canadiens et Canadiennes de bénéficier de services publics solides et de qualité. Il attaque notre fierté nationale et l'expérience collective de générations de travailleuses et travailleurs dévoués.

Mais plus que tout, il menace notre avenir – le droit de nos enfants de grandir dans un pays doté de services publics pour veiller à leur santé et leur sécurité, pour les instruire et pour les soutenir quand ils entameront leur vie productive. Tony Clement menace le droit de la génération actuelle de vieillir dans le confort et la sécurité grâce à une fonction publique capable de répondre aux besoins changeants d'une population vieillissante. Il s'en prend aux gens qui ont risqué leur vie pour notre pays – les anciens combattants et leurs familles qui méritent d'être entièrement appuyés. Et il attaque le droit constitutionnel des fonctionnaires à la négociation collective de bonne foi.

La qualité de notre avenir sera définie par la qualité des services publics qui nous seront offerts et par la qualité et la solidité des fonctionnaires qui assurent ces services. Cela dit, la qualité de notre avenir est entre nos mains. À nous d'élire un nouveau gouvernement le 19 octobre prochain.

Jeannie Baldwin
Vice-présidente exécutive régionale, AFPC-Atlantique